



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SNCF
secteur de Lyon



Lyon, le 9 janvier 2023

Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !

C'est donc mardi que Borne doit mettre les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. Le suspense est quand même de plus en plus éventé. L'âge légal de la retraite sera-t-il repoussé « seulement » à 64 ans, car « 65 ans n'est pas un totem » ? Y aura-t-il aussi une généralisation de l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans bien avant 2035 (déjà prévus par la loi Touraine pour les générations nées après 1973) ? Le gouvernement aura-t-il recours au 49.3 ?

Tant de questions pour une seule réponse : c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie.

Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter ! L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fièvre du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser.

D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale ! Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse. Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !

À l'Ouest, du nouveau !

Après plus de 3 mois de conflit, la grève des CRTT de l'Ouest lyonnais s'est achevée fin décembre après une nouvelle offre de la direction. Si les avancées obtenues sont maigres, ça n'en reste pas moins la plus importante victoire depuis la création de l'Arbresle en 2012. Et, c'est bien grâce à l'unité des grévistes et un dialogue constant entre eux que ce mouvement enclavé a pu porter ses fruits. Les inégalités salariales restent mais la détermination et les liens tissés lors de cette mobilisation sauront ressurgir pour les abattre.

Taxi Mécano, à quand le retour de la camionnette ?

L'acheminement des ADC sur les différents chantiers semble être un casse-tête sans fin pour la direction. Pas logistique, mais bien économique. À l'occasion du dernier appel d'offre sur Lyon, une boîte de VTC a raflé la mise en proposant des prix défilant toute concurrence. Belle performance pour la SNCF et ce nouveau prestataire : en une semaine, cinq trains supprimés car les véhicules ne se sont jamais présentés au lieu de prise en charge des agents.

La gloire de ma cheffe

L'EIC, dans le cadre de sa campagne mixité, a envoyé un mail avec un article à l'éloge d'une RH bien connue des agents... L'occasion pour elle de vanter les mérites de la boîte.

Les discriminations sexistes dans l'entreprise ? Presque inexistantes.

Les 3x8 ? Un super rythme de vie épanouissant qui, en plus, permet aux femmes d'avoir plein de temps à la maison !

Bref, un discours patronal qui serait presque risible s'il n'était pas insultant.

Ca fuit, mais ça ne ruisselle pas!

Alors qu'on peine à remplir le frigo et le réservoir d'essence, que le sous-effectif dégrade toujours plus nos conditions de travail et que la direction annonce une augmentation de 5% des prix des billets, *Le Parisien* affirmait fin décembre que la boîte devrait réaliser 2,2 milliards d'euros de profits en 2022. De quoi pulvériser le précédent record de 2017 établi à 1,5 milliards d'euros.

Et le journal de préciser que, si la direction n'a pas confirmé ces chiffres, c'était sûrement pour faciliter la fin du conflit en cours avec les ASCT. Ah bon ? Vous croyez ?

Grève des ASCT : qui doit nous contrôler ?

Alors que la direction et le gouvernement était en pleine panique face à la grève des ASCT pendant les fêtes, le CNA a eu l'idée de soumettre au vote la poursuite de la grève. Mais, alors que la consultation penchait pour le oui, les administrateurs de la page Facebook ont décidé d'annuler le vote.

Si la colère des cheminots ne manque pas de s'exprimer ces derniers temps, pour laisser cette combativité aller jusqu'au bout, il faudra faire vivre une réelle démocratie ouvrière... en présentiel !

Aiguillage : chercher la voie du tous ensemble

La grève du 17-18 décembre à l'aiguillage a été inégalement suivie. Mais certains EIC ont vu leur taux de grévistes exploser, à Bordeaux et en région parisienne notamment.

Début décembre, c'est la grève à la CCR de Lyon qui a paralysé le trafic. Ces journées isolées prouvent qu'une vraie colère existe... qui ne s'exprimera que mieux dans un mouvement d'ensemble !

Retraites : on n'y va pas pour enfile des perles !

Toutes les centrales syndicales l'affirment, elles sont vent debout contre la réforme des retraites. Pourtant, on ne voit se dessiner un plan de bataille sérieux chez aucune d'entre-elles. La CGT cheminots affirme avoir proposé à l'intersyndicale de poser une DCI unitaire, un tract unitaire etc. Et même, tenez-vous bien, une journée de grève intersyndicale !... Mais pour la suite, le syndicat botte en touche : il faudrait « *se préparer à agir collectivement par la grève sur des modalités décidées collectivement, permettant aux cheminots d'agir massivement et dans la durée* »... Face à une telle combativité, le gouvernement doit trembler ! C'est au contraire en affichant une détermination bien plus forte qu'on pourra entraîner les hésitants dans la lutte et faire reculer Macron. Et pour cela, nous ne pourrions compter que sur nos forces !

Retraites : comme en 2019, renouons avec la grève reconductible et avec les victoires !

Le patron de la SNCF affirme craindre une "vive réaction" des cheminots face au projet de réforme des retraites. S'il est inquiet à ce point, c'est qu'il sait qu'il y a trois ans les cheminots étaient le fer de lance de la grève contre la réforme des retraites. Car oui en 2019, covid ou pas covid, sans la grève reconductible, nous n'aurions pas fait reculer Macron et son projet de loi pour engraisser le patronat.